



## EN BREF

## UNE MAJORITÉ POUR UNE CAISSE-MALADIE UNIQUE

**SONDAGE** Un nouveau sondage, commandé par le «SonnagsBlick» et «Blick», confirme l'intérêt d'une majorité de Suisses pour une caisse-maladie unique. Ils sont 56% à soutenir la création d'une telle institution de droit public. En Suisse romande, le taux atteint même 62%, contre 54% en Suisse alémanique. ATS

## BEZNAU 2 RECONNECTÉ

**NUCLÉAIRE** Le réacteur numéro 2 de la centrale nucléaire de Beznau, à Döttingen (AG), a été reconnecté au réseau samedi. La production d'électricité a été interrompue pendant un mois et demi pour procéder à la révision annuelle des installations. Plusieurs éléments de la partie nucléaire et du secteur non nucléaire ont été contrôlés. Vingt des 121 éléments combustibles du réacteur ont été changés, a indiqué hier le groupe Axpo.

ATS

## INITIATIVE «CLEANTECH»: LE PEUPLE VOTERA

**ÉNERGIE** Le peuple se prononcera sur l'initiative «De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables» du Parti socialiste. Celle-ci a formellement abouti. Sur 105 657 signatures déposées, 104 788 ont été déclarées valables, a indiqué hier la Chancellerie fédérale. ATS

# «Il faut la moitié des recrues»

**ARMÉE • La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse propose de passer au libre choix entre services militaire et civil. Entretien avec son président, Pierre Maudet.**

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**MICHAËL RODRIGUEZ**

Baisse des effectifs de l'armée, motivation des jeunes en berne: l'obligation de servir sous les drapeaux est-elle dépassée? C'est l'avis de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse. Dans un rapport présenté hier à la presse, cet organe consultatif rattaché au Département de l'intérieur propose de passer au libre choix entre service militaire et service civil sous la forme d'un «contrat citoyen».

## «Obligation de servir? Il est facile de passer entre les mailles du filet»

PIERRE MAUDET

Au nom de l'égalité de traitement, les civilistes ne devraient plus être pénalisés par une durée d'engagement accrue, plaide le rapport, qui propose aussi d'ouvrir cette forme de service aux étrangers et de la rendre plus accessible aux femmes. Pas question, en revanche, de soumettre ces dernières à l'obligation de servir. La commission estime que cela compliquerait trop la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Reste que ce rapport nage à contre-courant. Les Chambres fédérales ont récemment pris des mesures pour rendre le service civil moins attractif, et le National voudrait encore serrer la vis. Interview de Pierre Maudet, 33 ans, président de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse et maire de Genève.

Vous dites vouloir éviter un «grounding» de l'obligation de servir. Pourquoi êtes-vous aussi alarmiste?

**Pierre Maudet:** Il suffit de regarder le nombre de jeunes qui accomplissent leur obligation de servir. Dans certains cantons, comme à Zurich, cette proportion est inférieure à 50%. Cela pose un problème de respect de la Constitution et d'égalité de traitement. S'il est aussi facile de passer entre les mailles du filet, cela signifie que ceux qui effectuent le service militaire se font avoir!

La décision prise la semaine passée par les Chambres fédérales accentuera le phénomène. Avec une armée à 100 000 hommes, au lieu de 193 000 aujourd'hui, le modèle actuel va craquer.

Il faut soit diminuer l'effectif des recrues de moitié, soit faire sortir les gens du service militaire à 24 ans, ce qui ne serait pas très rationnel. Ou alors veut-on procéder par tirage au sort? Ou encore favoriser la «voie bleue» (exemption de service pour raisons médicales, ndlr)?

Dans le contexte actuel, la proposition a quelque chose de provocateur...

Oui, mais je l'assume. Avec l'initiative populaire du GSA (Groupe pour une Suisse sans armée) pour supprimer l'obligation de servir, le débat sur la sécurité va retomber dans l'ornière d'un affrontement gauche-droite. Il s'agit de savoir si l'on veut pour une fois anticiper le débat ou aller au casse-pipe. Notre rapport reflète le manque de crédibilité dont souffre le service militaire obligatoire



Pour Pierre Maudet, l'obligation de servir pose un problème de respect de la Constitution et d'égalité de traitement. KEYSTONE

auprès de la jeunesse. Un chiffre le montre bien: en 2010, la moitié des demandes de service civil, soit environ 3600, ont été déposées à la fin de l'école de recrues.

Ce qui est en cause, c'est donc l'attractivité de l'armée et non pas l'envie des jeunes de s'engager pour la collectivité. Aujourd'hui, les politiques agissent de manière schizophrène en essayant de décourager les gens de faire du service civil. C'est déconcertant!

Vous suggérez d'affecter des civilistes à la «gestion des incivilités». Voulez-vous créer une police au rabais?

Non, les tâches de sécurité resteraient du ressort de la police. Mais des civilistes pourraient accompagner les manifestations culturelles et sportives en intervenant comme médiateurs pour prévenir les conflits, ou en participant à la gestion des déchets. Cela aurait une vertu pédagogique.

La sortie du nucléaire pose aussi des défis énergétiques. Pourquoi les jeunes n'y participeraient-ils pas en remplaçant toutes les ampoules à incandescence du pays par des ampoules de nouvelle génération?

LE COURRIER

Plus convivial.  
Plus d'informations.

tel.search.ch

Retrouvez toutes les coordonnées privées et commerciales dotées d'informations utiles telles que plan d'accès, descriptif de produits et prestations, liens internet, horaires, etc. Ciblé, simple, rapide et officiel.

search.ch